

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2025-004**

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 2025

**POINT A.3.1
APPROBATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU RÉGIME DES ASTREINTES
À AVIGNON UNIVERSITÉ**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 6 février 2025, sous la présidence d'Alain RICHAUD, Vice-président du Conseil d'administration,

Vu le code de l'éducation,

Vu le décret n° 2018-420 du 30 mai 2018 relatif à la compensation en temps ou à l'indemnisation des astreintes, des interventions et des permanences sur site effectuées par certains personnels en poste dans les services centraux relevant des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, ainsi que dans les services déconcentrés et les établissements relevant du ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 30 mai 2018 fixant les taux d'indemnisation des astreintes, des interventions et des permanences sur site effectuées par certains personnels en poste dans les services centraux relevant des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, ainsi que dans les services déconcentrés et les établissements relevant du ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 8 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 30 mai 2018 précité,

Vu l'arrêté du 15 janvier 2002 portant application du décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans les services déconcentrés et établissements relevant du ministère de l'éducation nationale,

Vu les statuts d'Avignon Université,

Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université,

Après en avoir délibéré,

Approuve la mise en œuvre du régime des astreintes à Avignon Université, tel qu'annexé à la présente délibération.

Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (14) ou suppléés (2) : 16

Membres absents et non suppléés : 12

Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique

Georges Linares

le 12/02/2025 14:09:25 +01:00

AVIGNON UNIVERSITE
Campus Hannah Arendt

74 rue Louis Pasteur
84 029 Avignon cedex 1

Tél. +33 (0)4 90 16 25 00
univ-avignon.fr

Transmise au recteur de région académique, chancelier des universités, et publiée le 12 février 2025



Annexe à la délibération relative au régime des astreintes

Vu les besoins spécifiques d'Avignon Université en matière de continuité de service et de sécurité,

Article 1 - Contexte, objectifs et définition du régime d'astreinte

Lorsque l'activité et la continuité du service l'exigent, des astreintes et des permanences peuvent être organisées au sein de l'université. Le recours aux astreintes permet de faire face au caractère exceptionnel de certaines interventions ou événements pouvant survenir sur les sites. En effet, les astreintes permettent toute intervention touchant à la sécurité et au fonctionnement des installations et des équipements concourant à la continuité du service public. Ces mesures permettent d'assurer la disponibilité et l'intervention des personnels en dehors des horaires habituels de travail.

Outre la continuité du service public et le bon fonctionnement de l'établissement, encadrer juridiquement le régime des astreintes et des permanences permet également, en cas d'accident, la couverture sur le plan juridique des agents en intervention.

L'astreinte est une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'établissement.

Le temps d'astreinte n'est pas considéré comme un temps de travail effectif. La durée d'une intervention pendant l'astreinte est considérée comme un temps de travail effectif.

Afin de répondre à ces besoins, l'établissement détermine son dispositif d'astreintes, par délibération de son conseil d'administration, après consultation préalable de son comité social d'administration.

Article 2 - Cadre juridique

- Le décret n° 2018-420 du 30 mai 2018 relatif à la compensation en temps, ou à l'indemnisation des astreintes, des interventions et des permanences sur site ne concerne pas directement les personnels relevant de l'enseignement supérieur. Cependant, il est proposé de le prendre comme cadre afin de formaliser dans l'établissement le régime des astreintes
- L'arrêté du 30 mai 2018 fixant les taux d'indemnisation des astreintes, des interventions et des permanences sur site pris pour application du décret précité, servira également de cadre de référence.

- L'arrêté du 08 décembre 2021 modifiant l'arrêté fixant les taux d'indemnisation des astreintes, des interventions et des permanences sur site, pris pour application du décret précité, servira également de cadre de référence.
- L'arrêté du 15 janvier 2002 portant application du décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat.

Article 3 - Catégories d'astreintes

Les catégories d'astreintes sont les suivantes :

- **Astreinte d'exploitation** : pour les agents de toutes catégories exerçant les fonctions d'informaticien. Il s'agit d'assurer la continuité des services informatiques, notamment par une surveillance ou une maintenance de l'infrastructure et intervention en cas d'incident ;
- **Astreinte de sécurité** : pour les agents de toutes catégories appelés à intervenir dans le cadre d'actions de sécurité et de sûreté. Il s'agit d'assurer la continuité du service et la maintenance des installations techniques ;
- **Astreinte de direction** : pour les agents occupant des fonctions d'encadrement et assurant la continuité des fonctions de direction, et notamment la coordination des interventions.

Pour une même période, un agent ne peut relever que d'une seule catégorie d'astreinte.

Le temps de déplacement entre le domicile et le lieu d'intervention est pris en compte dans le décompte du temps d'intervention.

Article 4 - Organisation pratique des astreintes

Un calendrier des astreintes sera établi pour chaque typologie de service, précisant les périodes pendant lesquelles les astreintes doivent être assurées et les personnes responsables de ces interventions. Un état des interventions sera maintenu pour chaque astreinte réalisée, incluant la date, l'heure, la nature, le responsable, la durée et le résultat de chaque intervention.

Les modalités de déclenchement de l'intervention seront définies au sein de chaque service.

La définition précise des calendriers d'astreinte et la gestion d'un état des interventions permettront de suivre efficacement les interventions et de s'assurer de leur bonne exécution.

Article 5 - Choix entre indemnisation ou compensation de l'astreinte et des interventions

Les périodes d'astreintes, et les interventions qui en découlent, donnent lieu, en application de la réglementation, à indemnisation ou à repos compensateur, dit compensation. La compensation des astreintes ou son indemnisation sont exclusives l'une de l'autre, ainsi que du bénéfice de tout autre dispositif de rémunération ou de compensation horaire attribué au même titre.

Le temps d'astreinte des personnels logés par nécessité absolue de service, ainsi que des agents bénéficiant de la nouvelle bonification indiciaire perçue au titre d'une responsabilité supérieure, ne donnent pas lieu à compensation en temps ou à indemnisation.

Pour les astreintes de sécurité, et sauf demande expresse de l'agent de bénéficier d'un repos compensateur, l'option de l'indemnisation est retenue par défaut, sous respect du plafond de 2 500 € bruts annuels.

Article 5.1 - Indemnisation du temps d'astreinte et de l'intervention éventuelle

Les montants indiqués dans les tableaux ci-dessous sont des montants bruts.

I. Indemnisation du temps d'astreinte

a) Pour l'astreinte d'exploitation :

Période d'astreinte	Montant
Semaine complète	159,20 €
Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures (*)	10,75 €
Samedi ou journée de récupération	37,40 €
Dimanche ou jour férié	46,55 €
Week-end, du vendredi soir au lundi matin	116,20 €
(*) Le taux est de 8,60 € dans le cas d'une astreinte fractionnée inférieure à 10 heures.	

b) Pour l'astreinte de sécurité :

Période d'astreinte	Montant
Semaine complète	149,48 €
Nuit entre le lundi et le samedi supérieure à 10 heures	10,05 €
Samedi ou journée de récupération	34,85 €
Dimanche ou jour férié	43,38 €
Week-end, du vendredi soir au lundi matin	109,28 €
Le taux est de 8,08 € dans le cas d'une astreinte fractionnée inférieure à 10 heures.	

c) Pour l'astreinte de direction :

Période d'astreinte	Montant
Semaine complète	149,48 €
Nuit entre le lundi et le samedi	10,05 €
Samedi ou journée de récupération	34,85 €
Dimanche ou jour férié	43,38 €
Week-end, du vendredi soir au lundi matin	109,28 €

II. Indemnisation de l'intervention durant le temps d'astreinte

L'indemnisation horaire des interventions pendant les périodes d'astreinte est de :

- 16 € pour une intervention effectuée un jour de semaine
- 22 € pour une intervention effectuée une nuit, un samedi, un dimanche ou un jour férié.

III. Modalités de versement des indemnisations

Le montant annuel maximum versé à chaque agent au titre des indemnisations versées est fixé à 2 500 € bruts.

Le paiement interviendra tous les semestres après présentation des pièces justificatives, comprenant les calendriers des astreintes et les états des interventions de chaque agent concerné.

Article 5.2 - Compensation des astreintes

Les astreintes à domicile peuvent donner lieu à des repos compensateurs, dit compensation, selon les modalités décrites dans l'arrêté du 15 janvier-2002 susvisé :

I. Compensation du temps d'astreinte

- **Nuits du lundi au vendredi** : 1 heure de récupération par nuit.
- **Nuits du samedi et du dimanche** : 1 heure 30 minutes de récupération par nuit.
- **Demi-journée du samedi, du dimanche ou d'un jour férié** : 1 heure de récupération par demi-journée.
- **Journée du samedi, du dimanche ou jour férié** : 2 heures de récupération par jour.
- **Période complète du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures** : 4 heures de récupération.

II. Compensation du temps d'intervention durant l'astreinte :

En cas d'intervention effective durant l'astreinte, l'agent pourra bénéficier de temps de récupération donnant lieu à une majoration des heures travaillées au moyen d'un coefficient multiplicateur de 1,5, soit 1 heure 30 minutes pour une heure effective.

Article 6 – Application du dispositif

La présente délibération entre en vigueur à compter de sa publication et s'applique à tous les agents concernés par le régime d'astreinte au sein de l'Université.